

Service vétérinaire Santé et protection animale,
Environnement
1 Boulevard John Fitzgerald Kennedy
66100 Perpignan

Perpignan, le 03/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

OBSERVATOIRE OCEANOLOGIQUE DE BANYULS

Laboratoire Arago BP 44
66650 Banyuls-sur-Mer

Références : DDPP66 2026 00743
Code AIOT : 0056600007

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement OBSERVATOIRE OCEANOLOGIQUE DE BANYULS implanté Laboratoire Arago BP 44 66650 Banyuls-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- OBSERVATOIRE OCEANOLOGIQUE DE BANYULS
- Laboratoire Arago BP 44 66650 Banyuls-sur-Mer
- Code AIOT : 0056600007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement Sorbonne-Université - Observatoire Océanologique , "Biodiversarium" est un aquarium de présentation au public d'espèces marines méditerranéennes . Cet établissement est autorisé par arrêté préfectoral du 19 mars 2015.

Des laboratoires de recherches et expérimentations scientifiques sont présents sur le site d'exploitation . Les circuits d'eau sont partagés entre les deux unités .

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Traitement des eaux de mer rejetées	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 65	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Traitement des eaux de mer rejetées	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 4.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
3	Surveillance des eaux	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 29	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
4	Surveillance des eaux	Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 4.1.2	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
5	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6 et 8	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection propose à la signature de Monsieur le Préfet un arrêté de mise en demeure de mise en conformité et du respect des prescriptions visées par l'arrêté préfectoral et les arrêtés ministériels auquel l'établissement est soumis .

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Traitement des eaux de mer rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, qualité des eaux
Prescription contrôlée : Les rejets d'eaux provenant des aquariums ou d'autres milieux aquatiques confinés hébergeant des animaux font l'objet d'un assainissement de nature à prévenir les risques visés à l'article précédent du présent arrêté.
Constats : Dysfonctionnement total de l'unité de traitement de l'eau de mer . Absence d'assainissement des eaux avant rejet vers le milieu extérieur .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Traitement des eaux de mer rejetées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 4.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, qualité des eaux
Prescription contrôlée : Les eaux de mers usées font l'objet d'un traitement avant rejet dans le port. Les eaux de mer transitent par une étape de filtration biologique avant de rejoindre le circuit d'eaux usées. Ces eaux usées passent ensuite par deux étapes de filtration , filtres à poches de 500 microns puis 100 microns puis par une étape de filtration UV. Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les eaux de mer usées sont exemptes d'espèces animales et végétales susceptibles de vivre dans le milieu extérieur.
Constats : Les équipements composant l'unité de traitement des eaux sont dysfonctionnels . Les eaux de mer ne sont plus assainies avant rejet dans le milieu naturel. Des mesures compensatoires ont été mises en œuvre par les opérateurs, notamment pour l'eau des aquariums hébergeant des espèces exotiques . Cet écart avait déjà été signalé à l'inspection lors d'une inspection du 26/09/2024 .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 29
Thème(s) : Élevage, risques accidentels
Prescription contrôlée : La température, l'hygrométrie, la quantité et la qualité de l'éclairage et les autres paramètres physico-chimiques des milieux où sont hébergés les animaux sont compris dans des limites adaptées aux exigences de l'espèce. Les paramètres précités sont régulièrement contrôlés et corrigés dans les meilleurs délais. Lorsque ces paramètres sont dirigés pour répondre aux exigences de l'espèce, le matériel nécessaire à ces opérations est d'une qualité suffisante, régulièrement contrôlé et maintenu en permanence en bon état de fonctionnement.
Constats : Les équipements permettant la surveillance constante de la qualité de l'eau distribuée dans les aquariums ne sont plus opérationnels .

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Surveillance des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/2015, article 4.1.2
Thème(s) : Élevage, risques accidentels
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Qualité de l'eau de mer- Contrôles :</u> L'exploitant effectue un contrôle régulier de la quantité et de la qualité de l'eau de mer pompée. Une attention particulière doit être effectuée en cas d'utilisation de la pompe de secours.</p> <p>En cas de pollution, le pompage d'eau de mer est immédiatement interrompu. Dans ce cas, toutes les mesures d'urgence sont prises pour maintenir les animaux dans de bonnes conditions.</p> <p>L'eau de mer circulant dans les bacs et aquariums fait l'objet de contrôles des paramètres physico-chimiques au minimum une fois par semaine, afin de prévenir tout déséquilibre nuisible au maintien des espèces hébergées.</p> <p>Les résultats des auto-contrôles sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Les résultats défavorables d'auto-contrôles font l'objet de mesures correctives dans les plus brefs délais, avec un enregistrement écrit.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le système permettant la sécurisation de l'approvisionnement et renouvellement de l'eau dans les aquariums est inopérant .</p> <p>Absence d'alarme de sécurité .</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Prévention des accidents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6 et 8
Thème(s) : Risques accidentels, Qualité de l'air
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents.</p> <p>« Pour les établissements relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées, l'étude d'impact et l'étude des dangers prévues à l'article R. 512-6 du code de l'environnement doivent inclure une analyse portant sur les risques pour sécurité et la la santé des personnes (personnels et visiteurs) du fait, notamment, des animaux d'espèces considérées comme dangereuses et des activités qui s'y rapportent. »</p> <p>Les caractéristiques des installations et du fonctionnement des établissements ainsi que les moda-</p>

<p>lités de leur surveillance doivent être définies de manière à permettre la prévention de tels risques.</p> <p>Dans les conditions normales de visite, le public est tenu à distance suffisante de tout lieu et de toute activité pouvant présenter un risque pour sa santé et sa sécurité.</p> <p>Dans les lieux où le public a accès et où existeraient des risques pour sa sécurité en raison du non-respect des règles, des consignes de sécurité sont présentées de façon claire, compréhensive et répétitive.</p>
<p>Constats :</p> <p>Présence importante de moisissure sur les équipements et sur les murs des locaux techniques et dans les sanitaires du circuit de visite .</p> <p>Présence d'odeurs de moisissures dans les locaux et d'une hygrométrie importante .</p> <p>L'inspection a ressenti une gêne oculaire par picotement lors de l'inspection .</p> <p>Le risque lié à la pollution de l'air, pour le personnel et les visiteurs, doit être évalué sur la globalité du bâtiment .</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 6 : Prévention des accidents

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 26</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Qualité de l'air</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution de l'air à la source, notamment en optimisant l'efficacité énergétique.</p>
<p>Constats :</p> <p>Présence de quantité importante de moisissure sur le parcours de visite et dans es locaux techniques .</p> <p>La toxicité des moisissures noires ainsi que l'impact sur le personnel et les visiteurs de cet air ambiant n'ont pas été évalués</p> <p>La ventilation couplée au renouvellement de l'air ne semble pas adaptée à la stucture .</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>